

FOI ET DEVELOPPEMENT

49 rue de la Glacière - 75013 Paris - France
Tel 33(0)1 47 07 10 07 - e-mail: publications@lebret-irfed.org

N°319 – Décembre

Un nouvel humanisme à construire

par Patrick Viveret*

Notre monde est malade... Qui oserait prétendre le contraire ? Un seul exemple : sur les quelque six milliards d'êtres humains qui peuplent notre planète, deux milliards souffrent de malnutrition et 800 millions sont sous-alimentés. Ce dernier chiffre, après avoir diminué au début des années 90, est de nouveau en sévère augmentation selon un rapport récent des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO).

Ce drame humain n'est pas dû à un manque de ressources mais à l'absence de volonté politique. Des solutions réelles existent pour éradiquer le mal, il suffirait de les mettre en œuvre. Alors pourquoi l'humanité se trouve-t-elle impuissante à traiter ces maux qui détruisent quotidiennement des vies humaines, à commencer par celles des enfants ?

Devant cette question lancinante, Patrick Viveret propose de réorienter fondamentalement notre conception du développement en apprenant à « *grandir en humanité* ». Il ne s'agit pas là d'une dérobade devant l'immensité de la tâche mais d'un appel à changer de fond en comble de comportement. Il s'agit, comme dit l'auteur, d'un « *grand projet politique* » qui vise à « *placer la question humaine au centre de tout* ».

Mais replacer l'homme au centre, ce n'est pas si simple. Cela suppose de faire des choix dont certains seront douloureux. Il suffit de penser à la question brûlante du devenir de l'environnement ou à celle du recours systématique à la guerre pour régler les conflits. Cette révolution implique surtout de mettre fin au « *pouvoir de domination* » pour laisser place à celui de « *création* ». C'est bien là que réside tout l'enjeu du mouvement altermondialiste incarné par la société civile organisée via les Forums sociaux de Porto Alegre, Paris et bientôt Bombay mais dont on perçoit dans le même temps toute la fragilité.

Un autre monde est possible. A condition, insiste l'auteur, de « *repenser l'humanisme à l'échelle planétaire* ». Un défi pour tous ceux qui ne veulent pas se résoudre à l'arrogance d'un capitalisme qui refuse aux êtres humains l'accès à la dignité et à l'humanité.

François Bellec

* Patrick Viveret, philosophe de formation, est directeur de Transversales Sciences Cultures, conseiller référendaire à la Cour des Comptes et auteur du rapport *Reconsidérer la richesse*.

Nous sommes en plein scandale mondial. Avec 50 milliards de dollars - chiffre tiré du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) - il est possible d'éradiquer la faim dans le monde, de permettre l'accès à l'eau potable de tous les êtres humains et d'en assurer les soins de base. Or, la communauté internationale n'arrive pas à réunir ces 50 milliards de dollars. Mais en octobre 2003, le Congrès américain votait une rallonge de 87 milliards de dollars à George W. Bush pour la poursuite des opérations militaires en Irak ! Autre exemple : chaque année, nous trouvons quelque 500 milliards de dollars destinés aux investissements en publicité et communication, et cela uniquement en Europe et en Amérique du Nord. Autre chiffre parlant : d'un côté plus d'un milliard d'êtres humains vivent avec moins de 2 dollars par jour, de l'autre chaque vache occidentale bénéficie d'une subvention de 900 dollars !

Le désir d'avenir

La démonstration arrive toujours à la même conclusion : les grands problèmes de l'humanité ne sont pas des vrais problèmes de rareté. Ce sont des problèmes de rareté artificielle. La cause des famines peut être naturelle (catastrophe climatique) mais elle est souvent le fait de troubles locaux, de guerres régionales, d'accaparement des ressources. Elle est aussi le résultat de la stratégie des grands marchés internationaux qui privilégie l'agriculture exportatrice de l'Europe et des Etats-Unis au détriment des cultures vivrières des pays du Sud. Aucune impossibilité naturelle n'empêche de nourrir six milliards d'êtres humains.

La même démonstration se répète à propos de l'eau ou des grandes épidémies de base. Les problèmes écologiques ont des causes humaines et politiques. La courbe d'émissions des gaz carboniques est montée en flèche à partir de 1870 avec l'expansion de la révolution industrielle. Les ressources mondiales sont suffisantes. Par contre, comme l'avait affirmé Gandhi, elles ne suffisent pas à « *combler les désirs de possession* » de chacun. Le problème de l'humanité se trouve donc du côté du mauvais usage de son désir. La vraie question concernant la maîtrise des ressources, de la richesse, du développement peut se résumer ainsi : l'humanité a rendez-vous avec elle-même. L'espèce humaine - comparée à d'autres espèces animales - est encore très jeune, mais elle risque l'autodestruction soit par l'usage des armes de destruction massive, soit par l'excès de ses potentialités scientifiques et techniques, par exemple le clonage d'individus humains.

Il se peut également que l'humanité se trouve confrontée à la perte du désir de poursuivre son aventure. Nous pourrions assister à une fatigue d'humanité. Une humanité qui ne prendrait plus goût au désir et à l'amour, lui préférant le clonage parce que la sexualité et l'amour seraient des pertes de temps et de productivité. Ce type de fatigue d'humanité reviendrait à vouloir en finir avec l'humanité.

A cette fatigue d'humanité dont les guerres et les génocides, qui sont des phénomènes récurrents, sont la forme la plus terrifiante, nous opposons le désir d'humanité, la

volonté de dresser le meilleur de l'humanité face à sa capacité d'inhumanité. Ce problème est tout à fait essentiel et existentiel.

Une question d'ordre personnel – « *est-ce que j'ai encore envie de vivre ?* » - a pris une dimension collective. La plupart des sages, des religions, des philosophies, traitent du problème de l'angoisse. Mais, en général, dans l'ordre du privé. La situation est aujourd'hui différente. L'angoisse devient une question politique majeure de l'humanité tout entière. Cela ne signifie pas simplement la peur des catastrophes écologiques, sociales, financières. Ce qui doit nous motiver, c'est un désir d'humanité, le désir de poursuivre l'aventure collective et de ne pas sombrer dans une sorte de dépression.

L'économiste John Keynes avait déjà détecté en 1930, dans le chapitre final de ses *Essais sur l'économie et la monnaie*, chapitre intitulé « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », le paradoxe suivant : l'économie (il parlait du système capitaliste) va réunir de plus en plus les conditions de sortie de la rareté et donc les conditions de l'abondance. Mais si cette mutation technique et économique n'est pas à la hauteur d'une mutation culturelle, nous allons vers une dépression nerveuse universelle.

Un monde privé de sens

Nous vivons à l'heure actuelle un problème de mal-être et d'aggravation du sous-développement. Le modèle « capitalisme-développement », tel qu'il est présenté et imposé, oriente nos contemporains vers une impasse sur le plan de leur capacité à bien vivre le trajet d'humanité. Ce système en effet constitue les causes de la « dépression nerveuse universelle » évoquée plus haut. Quand il n'y a pas de sens, pas d'avenir, quand on est condamné à considérer nos « compagnons de voyage » en permanence comme des rivaux ou des ennemis, nous tombons dans le sous-développement affectif.

Ce sentiment de solitude immense nous plonge aussi dans un sous-développement spirituel. Entendre ici le mot « spirituel » non point dans le sens limitatif et réducteur de « religieux », mais dans un sens large qui n'exclut pas des spiritualités agnostiques ou athées. Le propre de l'humanité, lorsqu'elle peut vraiment développer son potentiel, est de vivre intensément son chemin d'humanité, de poursuivre l'aventure de l'univers qui lui a été donné. Privés de ce pouvoir, l'humanité dans son ensemble, les gens, dans la singularité de leur histoire, subissent une profonde dépression. On ne peut pas la compenser en permanence par l'excitation du pouvoir-dominance de l'économie, de la drogue, du tabac, de l'alcool. Le désir d'être, le désir de vivre consciemment et passionnément l'aventure humaine est un grand projet de vie. Il est au cœur de la refondation de l'humanisme dont nous avons besoin.

La politique à dimension mondiale se pose au fond la question jadis réservée aux philosophes et aux spiritualités : « Que faire avec l'inhumanité de l'humanité ? Que faisons-nous avec notre propre barbarie intérieure ? ».

Ici surgit de manière nouvelle la réflexion sur la nature et la visée du développement. Pour sortir de l'inhumanité, pour avancer en humanité, il faut produire un désir positif, autrement dit un désir de bien-être. La peur de mourir ou de souffrir ne suffit pas à changer nos orientations. Exemple : ce n'est pas seulement en écrivant *Fumer peut tuer*

sur les paquets de cigarettes que l'on incite le fumeur à changer de comportement. La crainte du cancer ne suffit pas à le motiver. Il faut encore lui montrer le bien-être qu'il pourra tirer d'un changement d'habitude.

L'humanité, dans son ensemble, doit entreprendre une réorientation des axes même du développement dans une perspective de bien-être. Le mot « être » étant entendu ici au sens fort du terme. Le développement de l'humanité dans le mode de l'« être » est infiniment plus satisfaisant que dans l'ordre de l'« avoir ». Le mode de l'« avoir » est nécessaire aux positions de base de la survie. Mais quand on passe de l'ordre de la survie à celui de la vie, il faut viser le bien-être.

Si je suis « bien », ce n'est pas la même chose que si « j'ai du bien ». Dans l'axe de l'avoir – « j'ai du bien » - j'ai peur de perdre mon avoir, ma richesse, mon bien. Je convoite le bien d'autrui et je tente éventuellement de l'accaparer à ses dépens. Après dissipation rapide du sentiment d'avoir satisfait mon désir d'avoir, je me trouve en situation de manque. Le désir me tenaille à nouveau, irrésistible. Il faut que je supplée à mon sentiment de manque. Indice indiscutable de mon état de santé : je suis devenu un « toxicomane », un accro de l'avoir, et je me retrouve en profond malaise, en mal-être.

Le bonheur : une capacité à vivre intensément

Le développement dans l'ordre de l'avoir génère inévitablement le désir de possession, de rivalités et de guerres sans fin. Le développement dans l'ordre de l'être, sans renier les règles et les contraintes de l'économie, permettra à l'acteur économique d'entrer dans des logiques d'accueil, de générosité, de coopération avec autrui. Le meilleur service que l'on peut rendre à ceux que l'on aime est encore d'être heureux, disait le philosophe Alain. Le bonheur est la capacité à vivre à la « bonne heure ». Le bonheur n'est pas un capital à conquérir et qu'on aurait peur de perdre, il n'est pas non plus une garantie contre l'épreuve de la souffrance ; c'est la capacité à vivre intensément le voyage de vie, de vivre l'invention de l'univers.

Si l'on considère que s'investir dans le voyage de l'univers est une aventure passionnante, à ce moment-là c'est un droit imprescriptible pour tout être humain que d'avoir le droit de vivre « à la bonne heure ». La volonté de grandir en humanité est à la jonction des transformations collectives, de tous les grands débats planétaires. Mais elle est aussi une question clé de la transformation personnelle. Grandir en humanité, ce n'est pas seulement la tension dynamique entre le local et le global, c'est aussi une tension dynamique entre le mondial et le personnel.

Ainsi, en dépit des apparences, l'abondance nous force à poser la question du « pourquoi », la question du temps, du rapport avec autrui, de notre inscription dans le cosmos. Le « à quoi bon » de l'ennui est typiquement une question de l'abondance, donc elle touche au cœur de notre société occidentale.

Le trop : ennemi du bonheur

Que faire quand j'ai trop ? Il ne faut pas sous-estimer la portée politique d'une telle question. Car dire « que faire quand j'ai trop ? » revient à se demander : « comment recréer artificiellement les conditions de la rareté ? ». La « meilleure » manière de recréer la rareté, c'est la guerre ! L'émergence de la guerre économique que l'on croyait datée de la crise du pétrole en 1973, remonte en réalité aux années 60, en pleine période de prospérité, de croissance, au moment où survient la saturation des grands marchés, comme ceux de l'automobile et de l'électroménager. On retrouve les questions posées par Keynes dans les années 30 : que faire de l'abondance ?

Vers 1965, deux voies s'ouvraient. La première était celle du partage mondial de la richesse. Les pays occidentaux ne l'ont pas suivie. L'autre voie était celle d'un changement *qualitatif* de nos modes de vie. Ce choix a inspiré la fracture des années 1968, la sortie de la société de consommation. Finalement, cette voie n'a pas été poursuivie. Que reste-t-il comme possibilité ? La sortie de l'abondance par la régression : on fabrique de la rareté par de la logique de guerre. De nouveau, on retrouve les risques ultimes, comme la faim dans les pays du Sud, de la misère dans les pays de l'Occident.

On retrouve les schémas mentaux qui sont ceux des sociétés de pénurie. Mais en réalité, tout le problème vient de la surproduction, d'une industrie en surcapacité. La surabondance, y compris en termes de productivité, est vraiment notre problème. Loin d'être uniquement économique, il est anthropologique et politique. À la question : « Que faire quand j'ai trop ? », nous répondrons : « Il faut apprendre à grandir en humanité, et ce n'est pas une dérobade ».

Grandir en humanité pose la question de l'humanisme à construire pour aujourd'hui et demain. Nous avons là un grand projet politique. Cela signifie que nous plaçons la question humaine au centre de tout. Mais cet humanisme universel qu'appelait de ses vœux Michel Serres lors d'une intervention à l'UNESCO, ne saurait être une simple projection de notre humanisme régional, d'origine judéo-chrétienne, finalement très récent dans l'histoire de l'humanité, avec son modèle propre de représentation du monde. Nous devons entrer en dialogue avec toutes les grandes civilisations.

Au modèle de la guerre de civilisations, notamment décrit par Samuel P. Huntington (*Le choc des civilisations*, Ed. Odile Jacob, Paris 1997), nous opposons une logique du dialogue « civilisationnel ». Pas seulement pour limiter ou éviter les guerres. Mais parce que ce nouvel humanisme a besoin de se nourrir de ces histoires et de ces approches différentes. Ce dialogue comprend également la possibilité d'opérer un tri entre le meilleur et le pire de chacune des civilisations.

En cherchant les voies d'un nouvel humanisme nous ne pouvons pas nous contenter de dire : « *Remettons l'homme au centre* ». Car ce serait prétendre détenir déjà la solution, ce qui reviendrait à nous débarrasser à bon marché du problème ! Replacer l'homme au centre, au centre de l'économie, du politique, du développement, de la mondialisation, très bien. Mais ce n'est pas encore la solution, ce n'est même que le début du problème ! Constituer la question humaine - ou le « bien-être » - comme question et non comme solution, signifie que nous avons à travailler sur l'ensemble des conditions de notre avenir. Certains choix sont mortifères. Comme la guerre ou les négligences écologiques.

Une nouvelle notion du pouvoir

L'ensemble des conditions d'avenir d'un nouvel humanisme est tel que nous sommes sur une ligne de crête. On doit toujours craindre la tentation des dérapages totalitaires, dont celui de faire le bonheur des autres malgré eux ! Proposer un projet porté par une politique dominatrice, fût-ce pour les meilleures raisons du monde, relève d'une volonté totalitaire et représente donc un contresens du point de vue du dialogue inter-civilisationnel. Plus nous avançons vers la construction d'alternatives mondiales au capitalisme, plus nous avons, dans le même temps, à faire retour sur les raisons pour lesquelles d'autres tentatives, singulièrement la tentative communiste, ont échoué.

Le grand progrès de la démocratie a été de démilitariser la lutte pour le pouvoir. Cela dit, il n'a pas changé la nature du pouvoir, qui reste la capacité et même le droit à dominer autrui. Or, le vrai sens de « pouvoir » signifie « pouvoir de création » et non pas « pouvoir de domination ». Quand je me situe dans le domaine de la création, « j'ai pouvoir de » construire, bâtir, produire, créer et je sais que mon pouvoir de création est démultiplié si je rentre en coopération avec autrui.

Le pouvoir de domination, au contraire, se suffit à lui-même ; il est recherché pour lui-même, indépendamment de tout projet autre que celui de satisfaire mon désir de pouvoir, et j'ai peur des autres qui vont chercher à me le ravir, même par des voies légales. La démocratie ne supprime pas la compétition pour le pouvoir. La démocratie a intériorisé ce modèle du pouvoir-dominance. Et le pouvoir de domination engendre des dynamiques de rivalité qui débouchent sur la peur de la peur, avec toutes les régressions que cela signifie (replis identitaires, fanatisme, conflits ethniques, etc).

Sortir de la logique du pouvoir de domination, inventer la dynamique du pouvoir de création, tel est le problème posé au mouvement de la société civile et de la société civique. Je dis bien : société civile *et* société civique, en précisant que la société civique pose la question de l'émergence d'une société politique mondiale. C'est d'ailleurs ce mouvement qui nous a conduits à Porto Alegre et au développement des Forums sociaux.

Pourquoi fut-il possible de constituer cet interlocuteur politique désormais incontournable en l'espace d'une petite décennie ? Parce que ses acteurs se sont montrés capables de travailler non pas sur un rapport de force mais sur de la dynamique des forces. Nous avons fait cadeau au capitalisme de toutes les logiques d'influence : la mondialisation, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les libertés, la finance. Nous étions condamnés à la nostalgie, à l'attente, à la passivité. Il n'y avait plus d'énergie créatrice. À partir du moment où nous avons commencé à dire : « Nous ne sommes pas dans l'antimondialisation, nous sommes *l'autre* mondialisation », tout a changé.

Le bon usage des mutations culturelles, des nouvelles techniques de l'information, est possible. Il ne faut plus se laisser impressionner par le langage prétendument néolibéral. Il prêche la mondialisation, mais il est tout sauf mondial et libéral, comme l'a montré le

récent Sommet « mondial » de la société de l'information à Genève (décembre 2003). Cette manifestation a révélé la profondeur de la fracture technologique et politique entre le Nord, en particulier l'administration américaine actuelle, et le Sud devenu dépendant de la stratégie des multinationales capitalistes.

En fait, ces néolibéraux n'adoptent pas du tout une posture libérale. Ils ne sont libéraux ni sur le plan culturel ni sur le plan politique, pas même sur le plan économique. Qu'y a-t-il de plus féroce qu'un capitaliste « libéral » lorsque les collectivités, y compris les Etats, interviennent dans leur logique de domination ? Les prétendus partisans de la mondialisation se révèlent être hostiles en réalité à une vraie régulation mondiale et ce sont les prétendus antimondialistes qui veulent construire une vraie mondialité, c'est-à-dire une régulation, une solidarité effective au sein de la société en voie de mondialisation.

Une mondialité porteuse d'humanité

Notre problème est donc de construire, face à un capitalisme archaïque sur le plan culturel et civilisationnel, une mondialité porteuse d'humanité et capable de faire que cette humanité vive sur une planète et dans une biosphère où il soit possible de vivre. Dans cette recherche, le problème principal n'est pas en face de nous : il est *en* nous. Malheureusement, ce qui apparaît à nouveau au sein des mouvements actifs au sein des Forums sociaux, c'est la difficulté à traiter de leurs propres désaccords. Nous risquons de voir resurgir les logiques de rapports de forces, de suspicions, de procès d'intention qui ont ruiné tant d'espoirs, notamment au sein du monde ouvrier et syndical, dans sa recherche d'une alternative à la logique du capitalisme.

Le Forum social mondial a encore la chance d'être une puissance attractive. Ses acteurs disent que, non seulement « un autre monde est possible », mais que « d'autres mondes sont possibles ». Ils doivent se doter désormais d'une véritable méthodologie démocratique pour construire le « nouvel humanisme » à partir même des divergences et des désaccords qui surgissent. Ne revenons pas aux « guerres de religion » insensées entre réformistes et révolutionnaires, expérimentateurs de bureau et lutteurs du terrain !

Nous avons à repenser l'humanisme à l'échelle planétaire. Il n'aura de sens que s'il intègre la dimension écologique et la dimension anthropologique. Cet humanisme-là est un défi pour les mouvements de la gauche et pour le mouvement écologique au sens large du terme. Ce qu'ils reprochent le plus au capitalisme, c'est son anti-humanisme, cette manière arrogante qu'il a d'empêcher les êtres humains d'accéder à l'humanité. C'est sur terrain-là que nous avons à œuvrer.

L'humanité est à un carrefour. On ne peut plus traiter les problèmes sur la base du statut quo. Ou bien nous serons confrontés à des risques de régression graves ou bien nous devons grandir en humanité. Tous les grands dossiers du futur en montrent l'urgence : faim, pauvreté, armes de destruction massive, sauvegarde et partage de l'eau, réchauffement climatique. L'une des clés du futur : construisons des intérêts généraux de l'humanité.

De même qu'au sein de la démocratie il a fallu se battre contre le caractère souvent inhumain du capitalisme industriel en obtenant ou en préservant des droits sociaux, politiques, culturels et pour la mise en place de systèmes de protection sociale, de même doit-on travailler, au sein de la mondialité, pour une autre mondialité possible.

Nous ne pouvons pas accepter qu'une large partie de l'humanité se trouve marginalisée par la pauvreté, le chômage, l'exclusion sociale. L'alternative au capitalisme dominant et prétendument libéral soutient tout le projet de la « politique autrement » qui entend faire du « pouvoir comme création » une réalité et pas seulement un rêve.

Patrick Viveret